ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 31.376/4

ADVIES 31.376/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 8 mars 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les modalités selon lesquelles les agents qui relèvent de certains organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent recevoir un mandat au ministère", a donné le 14 mai 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 8 maart 2001 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brusselse Hoofdstelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van de wijze waarop de ambtenaren die behoren tot sommige instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een mandaat kunnen opnemen bij het ministerie", heeft op 14 mei 2001 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

Le projet d'arrêté entend permettre aux agents de certains organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale d'accéder à des emplois conférés sur la base de mandats au sein du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale. Il s'agit plus particulièrement des emplois correspondant aux grades des rangs A7, A6, A5 et A4.

I. Son champ d'application est défini à l'article 1er.

1. Sont notamment visés le Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales ainsi que le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale. A cet égard, le projet appelle les observations suivantes.

a) Dans son avis 30.491/4, donné le 25 avril 2001 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale", la section de législation du Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de s'interroger sur la situation juridique du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales.

C'est par une ordonnance du 8 avril 1993 que le Fonds a été créé.

Son article 3, § 1er, dispose qu'il s'agit d'un organisme d'intérêt public de la catégorie A, soumis, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par l'ordonnance, aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Le paragraphe 3 du même article spécifie que pour l'exercice de certaines de ses missions, le Fonds dispose d'inspecteurs régionaux dont l'Exécutif fixe le statut administratif et pécuniaire ainsi que le cadre organique.

L'ordonnance ne contient pas d'autres dispositions relatives au régime statutaire applicable à ce personnel.

En l'état actuel de l'ordonnance, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est habilité à fixer uniquement le statut des inspecteurs régionaux. L'ordonnance ne prend en effet en considération que cette seule catégorie de personnel et ne fait aucune référence à un personnel administratif.

Il ressort des explications des représentants du ministre qu'actuellement le Fonds ne dispose pas d'un personnel administratif mais uniquement d'inspecteurs régionaux. La volonté est de leur conférer un statut spécifique et de ne pas les soumettre au statut commun à l'ensemble des membres du personnel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale encore en projet.

Dès lors, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison l'arrêté en projet est rendu applicable au Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales.

Est-il souhaité que les inspecteurs régionaux soient titulaires de mandats au sein du ministère ? L'auteur du projet doit clarifier ce point.

b) Quant au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, sa création résulte de l'ordonnance du 8 septembre 1994 qui le qualifie d'établissement public doté de la personnalité juridique.

Le personnel administratif est composé de membres du personnel de l'ancien Conseil économique régional pour le Brabant qui ont été mis à la disposition du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

En vertu de l'article 8 de l'ordonnance précitée il revient au Gouvernement de fixer le cadre organique du personnel ainsi que les statuts administratif et pécuniaire de celui-ci sur la proposition du Conseil.

Par un arrêté du 20 octobre 1994, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a fixé, à titre transitoire, la situation juridique du personnel ainsi affecté au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'article 2 de cet arrêté précise que les membres du personnel du Conseil sont soumis, d'une part, aux arrêtés royaux visés à l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public et, d'autre part, aux articles 152 à 266 et à l'article 322 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Parmi les arrêtés royaux visés à l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973, précité, il y a notamment l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat ainsi que l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat.

Si ces deux arrêtés royaux n'ignorent pas la technique du mandat, il convient cependant de constater que le régime statutaire applicable aux agents du Conseil diffère sensiblement de celui contenu dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité. Or, le mécanisme qui consiste à attribuer des mandats à des agents n'appartenant pas à l'entité juridique au sein de laquelle ils vont devoir exercer leur mission de mandataire, peut engendrer des difficultés si ces agents ne sont pas régis par des dispositions statutaires équivalentes à celles de l'entité juridique concernée.

En conséquence, compte tenu du statut hybride qui régit actuellement le personnel administratif du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, il appartient à l'auteur du projet de vérifier si ce statut est

conciliable avec les dispositions en projet organisant le détachement de ces agents dans le cadre de l'exercice d'un mandat au sein du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

c) Si l'auteur du projet démontre que ces régimes sont juridiquement conciliables, son attention est également attirée sur ce que le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale est un établissement public doté de la personnalité juridique et non un organisme d'intérêt public, comme semble le sous-entendre le projet. Il convient en conséquence de revoir l'intitulé et diverses dispositions du projet (articles 1er et 2, 3°) afin de faire ressortir dans le texte cette différence de nature juridique entre les divers organismes visés par le projet.

d) L'article 1er du projet limite par ailleurs le champ d'application des dispositions de l'arrêté en projet aux seuls agents du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale qui sont des agents en provenance du Conseil économique régional pour le Brabant. A supposer même qu'actuellement il n'y ait pas d'autres agents que ceux-là, il n'en reste pas moins que la disposition en projet est susceptible d'engendrer à l'avenir une différence de traitement entre diverses catégories de personnel de cet établissement public. Il appartient dès lors au Gouvernement de revoir la disposition en projet ou, à tout le moins, d'apporter une justification pertinente à cette différence de traitement.

2. Par contre, l'arrêté en projet ne s'applique pas, selon son article 1er, à l'Agence régionale pour la propreté. Comme il a déjà été souligné dans un avis 30.992/4, donné le 29 janvier 2001 (1), il appartient au Gouvernement d'indiquer pour quelles raisons objectives l'Agence régionale pour la propreté (2) n'est pas prise en considération par l'arrêté en projet eu égard notamment à l'article 55 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises en vertu duquel le Gouvernement est compétent pour fixer le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de l'Agglomération bruxelloise dans les limites prévues à l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et par analogie avec le statut du personnel des services du Gouvernement.

Il découle en effet de cette disposition que le statut des membres du personnel de l'Agence doit être conçu de telle manière qu'il rejoigne les éléments essentiels du statut du personnel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

---

(1) sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté du 23 mars 1995 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence Régionale pour la Propreté, modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 1995 fixant le règlement du personnel de l'Agence Régionale pour la Propreté et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 octobre 1993 relatif à la modification de l'arrêté du 13 février 1992 fixant les échelles de traitement des grades particuliers de l'Agence Régionale pour la Propreté".

(2) qui, on le sait, a succédé à l'Agglomération en matière de propreté publique.

II. Les articles 6, 9, 13 et 14 du projet consacrent pour les agents des organismes d'intérêt public, titulaires de mandats au ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, l'évaluation "avec réserve", à laquelle sont attachées diverses conséquences juridiques, tant en ce qui concerne les agents eux-mêmes (mise d'office en congé dans l'organisme d'origine jusqu'à la "double" évaluation "avec réserve"; réintégration d'office dans l'organisme d'origine à la suite de cette "double" évaluation) qu'en ce qui concerne le ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et l'organisme d'origine de l'agent (cessation de plein droit du mandat après une "double" évaluation "avec réserve"; impossibilité, le cas échéant, de déclarer vacant l'emploi de l'agent dans son organisme d'origine, durant tout le mandat).

Ainsi que cela sera explicité dans les observations particulières, cette situation n'est pas sans poser problème au regard du bon fonctionnement de l'administration dans son ensemble.

Les auteurs du projet sont en conséquence invités à réexaminer l'utilité du recours à cette notion de "double" évaluation "avec réserve" dans le cadre de l'exercice de fonctions par mandat (3).

---

(3) Cette notion n'est en effet pas prise en considération dans le cadre des dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 précité (voir notamment les articles 86 et 129).

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

1. L'alinéa 1er doit être complété, l’article 40 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ayant été modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993.

2. L'alinéa 3 ne constitue pas un fondement légal pour le projet d’arrêté, il sera omis.

3. Il convient de citer, à la suite de l'alinéa 2 visant la loi du 16 mars 1954 précitée, les dispositions qui se trouvent dans les textes de lois ou d'ordonnances fondateurs des organismes visés à l’article 1er du projet et qui attribuent la compétence de fixer le statut des agents au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale (4).

4. L'alinéa 4 doit être précisé par les mots ", notamment l’article 87;", à savoir l’article que le projet vise à exécuter. La mention de l’arrêté du Gouvernement bruxellois du 20 octobre 2000, qui n’a pas modifié ledit article 87, peut dès lors être omise.

---

(4) En ce qui concerne le Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales et le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, voir les observations générales I, 1, a) et b) ci-dessus.

5. Les alinéas 7 à 9 contiennent la mention des avis que le Comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'emploi et les Conseils d'administration de la Société du logement de la Région bruxelloise et de la Société régionale du port de Bruxelles ont rendus sur le projet d'arrêté. Seule la consultation du Comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'emploi est obligatoire, et ce en vertu de l'article 15 de l'arrêté royal du 16 novembre 1988 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'emploi. Conformément à l'usage, il convient dès lors de ne citer, dans le préambule, que cette seule consultation.

6. A l'alinéa 5, il convient d'écrire l'"inspecteur des finances".

7. A l'alinéa 6, il convient d'écrire dans le texte néerlandais : "Gelet op de akkoordbevinding van de federale Minister van Pensioenen van ... en ... ;".

8. A l'alinéa 12, il y a lieu de supprimer le membre de phrase "coordonnées le (...) août 1996" (5).

9. Il convient d'ajouter les mots "Après délibération" à la suite du proposant.

---

(5) Voir formule adoptée dans les Recommandations de légistique (http://www.raadvst-consetat.be).

Dispositif

Chapitre Ier. - Champ d'application

Il convient d'écrire "Chapitre premier" en toutes lettres.

Article 1er

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire : "Dit besluit is van toepassing op ...".

Article 2

Certaines définitions ne présentent pas d'utilité. Il en est notamment ainsi du 1° et du 2° en projet. Elles seront en conséquence omises.

Article 5

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les raisons objectives qui pourraient justifier que les agents ayant bénéficié d'un mode particulier de nomination ne puissent se porter candidats aux emplois conférés par mandat durant les douze premières années qui suivent leur recrutement.

La justification fournie dans la note aux membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, au point 2 "Déclaration de vacance", pas plus que les explica-

tions complémentaires du représentant du ministre, à savoir la volonté de maintenir au sein des organismes d'intérêt public les agents ayant des fonctions de direction et qui ont été recrutés par le biais de primo-nominations, ne sont à cet égard convaincantes.

Article 6

Il est renvoyé à l'observation générale n° II.

Article 7

Au paragraphe 1er, alinéa 2, il est précisé que les agents des organismes d'intérêt public à qui l'on confie un mandat au ministère, "perdent le bénéfice des avantages, de quelque nature qu'ils soient, qui leur étaient applicables dans l'organisme d'origine".

L'attention est cependant attirée sur la circonstance que la Région de Bruxelles-Capitale a hérité depuis sa création de fonctionnaires venant d'autres fonctions publiques.

A l'occasion de ces transferts, des garanties pécuniaires ont été accordées dans bien des cas à ces personnes.

Ainsi, les articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises prévoient que les membres du personnel de l'Agglomération

bruxelloise qui ont été transférés dans les services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que dans les organismes d'intérêt public de cette Région, le sont dans leur grade ou dans un grade équivalent et en leur qualité.

De même, "ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert".

Ainsi encore, dans la mesure où le personnel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale comprend des agents transférés de l'ancienne province de Brabant, il convient d'avoir égard à l'article 79bis, alinéa 2, de la même loi spéciale, qui renvoie, quant à lui, à un accord de coopération pour le transfert des membres du personnel relevant de l'ancienne province de Brabant.

Aux termes de cet accord intervenu le 30 mai 1994, et plus particulièrement de son article 8 :

> "Les membres du personnel transférés conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire. Ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient à la province de Brabant conformément à la réglementation qui leur était applicable.
>
> Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans l'institution dans laquelle ils ont été transférés.

Sans préjudice de l'application de l'alinéa 2, les agents transférés qui bénéficiaient au moment du transfert d'une prime linguistique, se voient garantir à titre personnel la somme du montant du traitement individuel et du montant de la prime linguistique dont ils bénéficiaient au 31 décembre 1994, tous deux fixés selon l'indice de base 138,01.".

Autre exemple : certains organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale ont été créés sur la base de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991. Tel est le cas de la Société du logement de la Région bruxelloise et de l'Office régional bruxellois de l'emploi. A cette occasion, des transferts de personnel de l'autorité fédérale vers les entités fédérées ont été opérés dans le respect des droits acquis par ces personnes.

Enfin, la loi du 21 août 1987 modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise a consacré notamment la création de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement. A cette occasion, du personnel venant de l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie a été transféré à la Région de Bruxelles-Capitale. Il ressort d'une ordonnance du 27 avril 1995 portant modification de l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement que "les membres du personnel scientifique transférés, outre leur qualité et leur grade, conservent leur ancienneté de service, scientifique et pécuniaire et les membres non scientifiques transférés, leur ancienneté administrative et pécuniaire. Ils conservent également leurs allocations, les

indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient dans leur affectation précédente conformément à la réglementation qui leur était applicable".

En vue de se conformer à ces différents textes, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale doit respecter ces droits acquis. Comme en a convenu le représentant du ministre, cette disposition doit être revue à cet effet.

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, in fine, le mot "auxquelles" sera mis au masculin.

Article 8

1. L'alinéa 1er, doit être omis car il fait double emploi avec l'article 7, § 1er, alinéa 1er.

2. L'alinéa 2 précise que "Comme mandataires désignés au ministère, ils sont soumis aux règles d'évaluation applicables aux agents du ministère".

Comme en a convenu le représentant du ministre, cette disposition devrait préciser qu'il s'agit des règles d'évaluation concernant les titulaires de mandat, l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité, faisant une distinction en matière d'évaluation entre ces mandataires et les autres agents.

Article 9

1. Il est renvoyé à l'observation générale n° II.

2. La disposition en projet s'inspire dans une certaine mesure de l'article 86 de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité, mais précise que le mandat prend fin "en cas de double évaluation «avec réserve» ou «insuffisant»".

L'attention est cependant attirée sur l'article 129 du même arrêté, aux termes duquel le mandat prend fin après une seconde évaluation négative du mandataire. Il n'y est donc pas question de mettre fin au mandat lorsque le mandataire a obtenu une double évaluation "avec réserve".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit dès lors pas pour quelle raison objective une telle différence de traitement est instaurée entre les agents en provenance des organismes d'intérêt public et les agents du ministère.

Interrogé à ce propos, le représentant du ministre a expliqué que la disposition en projet devait être revue sur ce point.

3. Mieux vaut, en tout cas, libeller la disposition comme suit :

"Art. 9. Il est mis fin d'office au congé des agents lorsque le mandat prend fin, pendant la période visée à l'article 6, pour l'une des raisons suivantes : (la suite comme au projet).".

Article 10

Cette disposition prévoit le transfert au ministère de l'agent titulaire d'un mandat alors qu'il provient d'un organisme d'intérêt public, pour autant que sa première évaluation soit assortie de la mention "satisfaisant".

La disposition reste cependant très vague sur les conséquences de ce transfert. L'agent sera-t-il nommé au grade de rang A3 au moment de ce transfert ? Si tel est bien le cas, il conviendrait de le spécifier.

Par ailleurs, lorsque le mandat prend fin, cet agent transféré serait intégré dans un emploi du ministère alors même que le cadre organique ne serait pas modifié. Qu'en sera-t-il en ce cas du respect des cadres linguistiques dès lors que selon l'article 43, § 3, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, "pour les grades de rang 13 et supérieurs et les grades équivalents, les emplois sont répartis entre les deux cadres en pourcentage égal, à tous les degrés de la hiérarchie" ?

Articles 13 et 14

1. Il ressort des explications du représentant du ministre que l'emploi occupé dans l'organisme d'intérêt public par l'agent titulaire d'un mandat au ministère, ne peut être déclaré vacant si seul cet emploi est inoccupé. Pendant la durée du mandat, cet agent sera remplacé par un autre agent de l'organisme d'intérêt public concerné qui exercera des fonctions supérieures.

L'emploi de l'agent titulaire du mandat ne sera déclaré vacant qu'au moment du transfert de l'agent au ministère.

Cette situation peut cependant être problématique pour l'organisme d'intérêt public concerné.

En effet, le transfert de l'agent ne peut avoir lieu que si sa première évaluation est positive.

Si cette première évaluation donne lieu à la mention "insuffisant", le transfert n'aura pas lieu et son emploi ne pourra être déclaré vacant.

Or, en vertu de l'article 129 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité,

> "L'évaluation a lieu tous les deux ans, sauf après une évaluation négative. Dans ce cas une nouvelle évaluation a lieu après les six mois.
>
> Après une seconde évaluation négative, le mandat prend fin.".

Concrètement ceci signifie que dans l'hypothèse envisagée, l'emploi ne pourra être déclaré vacant durant deux ans, et qu'il faudra encore attendre six mois supplémentaires pour qu'il puisse l'être, à condition toutefois que la nouvelle évaluation soit positive.

Si, par contre, la première évaluation conduit à la mention "avec réserve", il faudra attendre une nouvelle période de deux ans pour une seconde évaluation avec comme

conséquence que pendant quatre ans, il n'aura pas été possible de déclarer vacant l'emploi occupé par l'agent titulaire du mandat au sein de son organisme d'intérêt public, soit pratiquement pendant toute la durée du mandat qui est de cinq ans.

Le Conseil d'Etat s'interroge dès lors sur la compatibilité de ce mécanisme avec le bon fonctionnement de l'administration (6).

Selon les explications du représentant du ministre, pour ce qui concerne la mention "avec réserve", il y a lieu de revoir l'article 9 du projet qui doit être corrigé sur ce point.

2. A l'article 13, alinéa 3, le fonctionnaire délégué a lui-même signalé que l'adjectif "vacants" après le mot "emplois" devait être supprimé, car il s'agit d'un contresens par rapport à l'ensemble de la phrase. Cette erreur matérielle sera donc corrigée.

Article 15

Cette disposition transitoire a pour but de permettre l'attribution de mandats du ministère aux agents des organismes d'intérêt public concernés avant même que l'arrêté fixant leur nouveau statut administratif et pécuniaire ne soit pris par le Gouvernement.

---

(6) Voir l'observation générale n° II.

Le Conseil d'Etat attire l'attention sur les difficultés que cette disposition susciterait compte tenu de la diversité des régimes statutaires applicables à ces différents agents.

Aussi, il importe que l'attribution des mandats n'intervienne que lorsque les agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale seront dotés d'un statut équivalent à celui des agents du ministère.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la pertinence du paragraphe 2 du projet compte tenu de l'article 9, alinéa 2, du projet.

Article 16

Ce type de disposition transitoire a son équivalent dans l'article 414 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité. Saisie d'une modification concernant cette disposition, la section de législation du Conseil d'Etat a souligné qu'il convient d'éviter de dénaturer le caractère transitoire de l'article 414 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 précité.

En effet, une disposition transitoire est, par définition, prise lorsqu'il y a lieu d'aménager le passage de l'ancien régime vers le nouveau régime en préservant notamment certains droits acquis.

Or, les brevets constituent dans le nouveau statut des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale un élément essentiel dans le processus des promotions, que ce soit à un grade de rang A2 ou A3 ou à un grade des rangs B2, C2, D2 et E2 (7).

Il est dès lors important que le Gouvernement mette rapidement en oeuvre les articles 65 et 72 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 précité.

La même observation vaut en l'espèce, l'objectif recherché étant ici aussi d'attribuer des mandats sans exiger la détention du brevet en management.

---

(7) Dans son avis 28.129/4 du 8 mars 1999 sur le projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, devenu l'arrêté du 6 mai 1999, la section de législation du Conseil d'Etat avait déjà fait observer qu'il serait souhaitable que les conditions d'octroi des brevets soient directement définies dans ledit arrêté plutôt que d'adopter des textes distincts.

Signature

Comme l'observation en a déjà été faite à maintes reprises, en vertu des articles 34, § 1er, et 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les secrétaires d’Etat régionaux ne font pas partie du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ils ne disposent pas d’une compétence réglementaire et ne peuvent donc cosigner les arrêtés de cette nature.

ALGEMENE OPMERKINGEN

Het ontwerp van besluit strekt ertoe personeelsleden van sommige instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in aanmerking te laten komen voor betrekkingen die op grond van een mandaat worden verleend bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het gaat meer in het bijzonder om betrekkingen die overeenstemmen met de graden van rang A7, A6, A5 en A4.

I. Het toepassingsgebied van het ontwerp wordt bepaald in artikel 1.

1. Daarin is onder meer sprake van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën en de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Vanuit dat oogpunt geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

a) In advies 30.491/4, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 25 april 2001 heeft gegeven over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, heeft de afdeling wetgeving reeds de gelegenheid aangegrepen om stil te staan bij het juridisch statuut van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën.

Dat Fonds is opgericht bij een ordonnantie van 8 april 1993.

Artikel 3, § 1, van die ordonnantie bepaalt dat het Fonds een instelling van openbaar nut van categorie A is waarop de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut van toepassing zijn, voor zover daarvan niet wordt afgeweken bij die ordonnantie.

Paragraaf 3 van datzelfde artikel bepaalt dat het Fonds voor het uitvoeren van sommige van zijn taken beschikt over gewestelijke inspecteurs, wier administratieve en geldelijke rechtspositie en wier formatie door de Executieve wordt vastgesteld.

De ordonnantie bevat geen andere bepalingen betreffende de rechtspositieregeling die op dat personeel van toepassing is.

Bij de huidige stand van die ordonnantie is de Brusselse Hoofdstedelijke Regering alleen bevoegd de rechtspositie van de gewestelijke inspecteurs vast te stellen. In de ordonnantie is immers alleen van die categorie personeelsleden sprake, terwijl daarin niet wordt verwezen naar het administratief personeel.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat het Fonds thans niet over administratief personeel beschikt, maar uitsluitend uit gewestelijke inspecteurs bestaat. Het is de bedoeling om aan die

inspecteurs een specifiek statuut toe te kennen en het gemeenschappelijk statuut voor alle personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat nog in de ontwerpfase verkeert, niet voor hen te laten gelden.

De Raad van State ziet dan ook niet in waarom het ontworpen besluit op het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën toepasselijk wordt verklaard.

Is het de bedoeling de gewestelijke inspecteurs een mandaat te laten uitoefenen bij het ministerie ? De steller van het ontwerp moet klaarheid scheppen wat dit punt betreft.

b) De oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is het gevolg van de ordonnantie van 8 september 1994 waarin die Raad als een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid wordt bestempeld.

Het administratief personeel van die Raad bestaat uit personeelsleden van de vroegere Gewestelijke Economische Raad voor Brabant die ter beschikking van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn gesteld.

Krachtens artikel 8 van de voormelde ordonnantie staat het aan de Regering om op voorstel van de Raad het organiek personeelskader en het administratief en geldelijk statuut van het personeel vast te stellen.

Bij een besluit van 20 oktober 1994 heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bij wijze van overgangsmaatregel, de rechtstoestand vastgesteld van het personeel dat aldus bij de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is ingedeeld.

Artikel 2 van dat besluit bepaalt dat de personeelsleden van de Raad vallen onder de toepassing van de koninklijke besluiten bedoeld in artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut en onder die van de artikelen 152 tot en met 266 evenals artikel 322 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Twee van de koninklijke besluiten bedoeld in artikel 3, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 8 januari 1973 zijn het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel.

In deze beide koninklijke besluiten komt de techniek van het mandaat weliswaar ter sprake maar er behoort niettemin te worden geconstateerd dat de rechtspositieregeling die op de personeelsleden van de Raad van toepassing is aanzienlijk verschilt van die vervat in het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

van 6 mei 1999. Het mechanisme dat erin bestaat een mandaat te verlenen aan personeelsleden die geen deel uitmaken van de juridische entiteit waarin zij hun opdracht van mandaat-houder zullen moeten uitoefenen, kan evenwel aanleiding geven tot moeilijkheden wanneer die personeelsleden niet vallen onder gelijkwaardige rechtspositionele bepalingen als die van de betrokken juridische entiteit.

Gelet op het hybride statuut dat thans geldt voor het administratief personeel van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, staat het bijgevolg aan de steller van het ontwerp na te gaan of dat statuut verenigbaar is met de ontworpen bepalingen die voorzien in een detachering van die personeelsleden in het kader van de uitoefening van een mandaat binnen het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

c) Ingeval de steller van het ontwerp aantoont dat deze beide regelingen uit juridisch oogpunt onderling verenigbaar zijn, wordt hij er voorts opmerkzaam op gemaakt dat de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een openbare instelling met rechts-persoonlijkheid is en geen instelling van openbaar nut, wat het ontwerp nochtans te verstaan lijkt te geven. Bijgevolg moeten het opschrift en verscheidene bepalingen van het ontwerp (de artikelen 1 en 2, 3°) worden herzien opdat in de tekst duidelijk naar voren komt dat de onderscheiden instellingen waarvan in het ontwerp sprake is van een verschillende juridische aard zijn.

d) Voorts wordt in artikel 1 van het ontwerp het toepassingsgebied van de bepalingen van het ontworpen besluit beperkt tot de ambtenaren afkomstig van de Gewestelijke Economische Raad voor Brabant. Zelfs in de veronderstelling dat er thans geen andere personeelsleden zijn dan die ambtenaren, is het een feit dat de ontworpen bepaling in de toekomst kan leiden tot een verschillende behandeling onder diverse categorieën personeelsleden van die openbare instelling. De Regering dient de ontworpen bepaling dan ook te herzien of, op zijn minst, voor die verschillende behandeling een relevante rechtvaardiging te geven.

2. Krachtens artikel 1 van het ontworpen besluit heeft dat besluit daarentegen geen betrekking op het Gewestelijk Agentschap voor Netheid. Zoals reeds benadrukt is in advies 30.992/4, dat op 29 januari 2001 is gegeven (1), dient de Regering aan te geven om welke objectieve redenen het Gewestelijk Agentschap voor

---

(1) over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van 23 maart 1995 tot vaststelling van (het) administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, tot wijziging van het besluit van 23 maart 1995 tot vaststelling van het personeelsreglement van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 oktober 1993 met betrekking tot de wijziging van het besluit van 13 februari 1992 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid".

Netheid (2) niet ter sprake komt in het ontworpen besluit, gelet op inzonderheid artikel 55 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, krachtens hetwelk de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd is om het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van de Brusselse agglomeratie vast te stellen binnen de perken van artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en naar analogie met het statuut van het personeel van de diensten van de Regering.

Uit deze bepaling volgt immers dat de rechtspositieregeling van de personeelsleden van het Agentschap in die zin dient te worden opgevat dat ze in wezen overeenstemt met die van het personeel van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

II. De artikelen 6, 9, 13 en 14 van het ontwerp voorzien, voor de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut die bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een mandaat uitoefenen, in een evaluatie met de vermelding "met voorbehoud", waaraan verschillende juridische gevolgen zijn verbonden, zowel voor de personeelsleden zelf (toekenning van ambtshalve verlof bij de instelling waarvan zij afkomstig zijn tot de tweede evaluatie met de vermelding "met voorbehoud"; ambtshalve terugplaatsing in de instelling waarvan zij afkomstig zijn

---

(2) dat, zoals men weet, de rechtsopvolger van de Agglomeratie is inzake openbare netheid.

als gevolg van die tweede evaluatie), als voor het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de instelling waarvan het personeelslid afkomstig is (ambtshalve beëindiging van het mandaat na een tweede evaluatie met de vermelding "met voorbehoud"; in voorkomend geval, onmogelijkheid om gedurende het hele mandaat de betrekking van het personeelslid in de instelling waarvan hij afkomstig is vacant te verklaren).

Zoals in de bijzondere opmerkingen uitdrukkelijk zal worden gesteld, leidt zulks onvermijdelijk tot problemen in het licht van de goede werking van het gehele overheidsbestuur.

De stellers van het ontwerp worden dan ook verzocht opnieuw te bekijken of het nut heeft met zulk een "dubbele" evaluatie met de vermelding "met voorbehoud" te werken in het kader van de uitoefening van betrekkingen bij mandaat (3).

---

(3) Die evaluatie komt immers niet ter sprake in het kader van de bepalingen van het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 (zie inzonderheid de artikelen 86 en 129).

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

1. Het eerste lid dient te worden aangevuld, aangezien artikel 40 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen gewijzigd is bij de bijzondere wet van 16 juli 1993.

2. Het derde lid, dat geen rechtsgrond oplevert voor het ontwerpbesluit, dient te vervallen.

3. Op het tweede lid, waarin naar de voormelde wet van 16 maart 1954 wordt verwezen, moeten leden volgen met verwijzingen naar de bepalingen van wetten en ordonnanties tot oprichting van de instellingen vermeld in artikel 1 van het ontwerp en waarbij aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de bevoegdheid wordt verleend het statuut van de personeelsleden vast te stellen (4).

4. Het vierde lid behoort te worden aangevuld met de woorden ", inzonderheid op artikel 87", zijnde het artikel tot uitvoering waarvan het ontwerp strekt. De

---

(4) Wat het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën en de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, wordt verwezen naar de algemene opmerkingen I, 1, a) en b) die hiervoren zijn gemaakt.

vermelding van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 oktober 2000, waarbij het voormelde artikel 87 niet gewijzigd is, kan bijgevolg vervallen.

5. In het zevende tot het negende lid wordt melding gemaakt van de adviezen die over het ontwerp van besluit zijn uitgebracht door het beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, de raad van bestuur van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en de raad van bestuur van de Gewestelijke Vennootschap van de Haven van Brussel. Alleen het advies van het beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling diende verplicht te worden ingewonnen, en zulks krachtens artikel 15 van het koninklijk besluit van 16 november 1988 tot vaststelling van de organisatie en de werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling. Overeenkomstig het gebruik behoort in de aanhef dan ook alleen van dat advies melding te worden gemaakt.

6. In het vijfde lid behoort te worden geschreven : "de inspecteur van financiën".

7. In het zesde lid behoort te worden geschreven : "Gelet op de akkoordbevinding van de federale Minister van Pensioenen van ... en ...;".

8. In het twaalfde lid dienen de woorden ", gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen door de wet van 4 augustus 1996" te vervallen (5).

9. Na het voordrachtformulier moeten de woorden "Na beraad" worden toegevoegd.

Dispositief

Hoofdstuk I. - Toepassingsgebied

In de Franse tekst behoort "Chapitre premier" voluit te worden geschreven.

Artikel 1

Men schrijve : "Dit besluit is van toepassing op ...".

Artikel 2

Bepaalde definities hebben geen nut. Dat geldt in het bijzonder voor de ontworpen onderdelen 1° en 2°. Die behoren bijgevolg te vervallen.

---

(5) Zie de formule die aanbevolen is in de circulaire betreffende de wetgevingstechniek (http://www.raadvst-consetat.be).

Artikel 5

De Raad van State ziet niet in met welke objectieve redenen zou kunnen worden gerechtvaardigd dat de ambtenaren die volgens een bijzondere benoemingswijze in dienst zijn genomen zich gedurende de eerste twaalf jaar na hun indienstneming niet kandidaat mogen stellen voor betrekkingen die bij mandaat worden verleend.

Noch de uitleg die vervat is in de Nota aan de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, onder punt 2 "Vacantverklaring", noch de aanvullende uitleg van de gemachtigde van de minister, namelijk de wil om de ambtenaren die een leidinggevende functie bekleden en die in het kader van een eerste benoeming in dienst zijn genomen, in de instellingen van openbaar nut te behouden, zijn in dit opzicht overtuigend.

Artikel 6

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. II.

Artikel 7

In paragraaf 1, tweede lid, staat dat de ambtenaren van instellingen van openbaar nut aan wie een mandaat bij het ministerie is toevertrouwd, "(...) de voordelen van ongeacht welke aard die zij genoten bij de instelling waarvan zij afkomstig zijn, (verliezen)".

Er dient evenwel op gewezen te worden dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest sinds zijn ontstaan ambtenaren van andere overheidsinstellingen heeft overgenomen.

Naar aanleiding van die overhevelingen zijn aan die ambtenaren in vele gevallen geldelijke garanties geboden.

Zo bepalen de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen dat de leden van het personeel van de Brusselse agglomeratie die naar diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering alsook naar instellingen van openbaar nut van dat Gewest zijn overgeheveld, overgedragen worden met hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Zij behouden bovendien "ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die zij hadden of zouden hebben verkregen indien zij in hun dienst van herkomst het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij bij hun overgang bekleedden".

Voorzover de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest personeelsleden van de voormalige provincie Brabant tellen, moet bovendien ook rekening worden gehouden met artikel 79bis, tweede lid, van diezelfde bijzondere wet dat zijnerzijds verwijst naar een samenwerkingsakkoord voor de overheveling van het personeel dat onder de vroegere provincie Brabant ressorteerde.

In dat samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994, en inzonderheid in artikel 8 ervan, staat :

"De overgehevelde personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve anciënniteit en hun geldelijke anciënniteit. Zij behouden eveneens de toelagen, de vergoedingen of de premies en de andere voordelen die zij bij de provincie Brabant genoten overeenkomstig de reglementering die op hen van toepassing was.

Zij behouden de voordelen die aan een functie verbonden zijn slechts voorzover de voorwaarden van de toekenning ervan blijven bestaan in de instelling waarnaar ze overgeheveld werden.

Onverminderd de toepassing van het tweede lid, wordt aan de overgehevelde ambtenaren die op het ogenblik van de overheveling een taalpremie genoten, de som van het bedrag van de individuele wedde en van het bedrag van de taalpremie die zij op 31 december 1994 genoten, beide vastgesteld volgens basisindex 138,01, ten persoonlijken titel gewaarborgd.".

Ander voorbeeld : bepaalde instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn opgericht op basis van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991. Dat is het geval met de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en de Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling. Bij die gelegenheid zijn overhevelingen van personeel van de federale overheid naar de deelgebieden met inachtneming van de verkregen rechten van de betrokkenen geschied.

Tot slot heeft de wet van 21 augustus 1987 tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brusselse Gewest inzonderheid de oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer bekrachtigd. Bij die gelegenheid is personeel van het Instituut voor

Hygiëne en Epidemiologie naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgeheveld. Uit een ordonnantie van 27 april 1995 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer blijkt het volgende : "Naast hun hoedanigheid en hun graad behouden de overgehevelde wetenschappelijke personeelsleden ook hun dienst-, wetenschappelijke en geldelijke anciënniteit en de overgehevelde niet-wetenschappelijke personeelsleden behouden hun administratieve en geldelijke anciënniteit. Ze behouden eveneens hun toelagen, vergoedingen of premies en andere voordelen waarop ze in hun vroegere aanstelling aanspraak konden maken, overeenkomstig de reglementering die op hen van toepassing was".

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering moet zich aan die verschillende regelingen houden en moet die verkregen rechten dus eerbiedigen. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat die bepaling te dien einde moet worden herzien.

2. In de Franse tekst moet het woord "auxquelles" aan het einde van paragraaf 2, eerste lid, in het mannelijk worden geschreven.

Artikel 8

1. Het eerste lid overlapt artikel 7, § 1, eerste lid, en moet dus vervallen.

2. Het tweede lid bepaalt : "Als bij het ministerie aangestelde mandaathouders zijn zij onderworpen aan de evaluatieregels die gelden voor de ambtenaren van het ministerie".

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in die bepaling zou moeten worden verduidelijkt dat het gaat om de regels voor de evaluatie van de mandaathouders, aangezien in het voornoemde besluit van 6 mei 1999 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor de evaluatie een onderscheid tussen die mandaathouders en de overige ambtenaren wordt gemaakt.

Artikel 9

1. Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. II.

2. De ontworpen bepaling is enigszins gebaseerd op artikel 86 van het voornoemde besluit van de Regering van 6 mei 1999 , maar preciseert dat het mandaat wordt beëindigd "in geval van een tweede evaluatie met de vermelding «met voorbehoud» of «onvoldoende»".

Daarbij dient evenwel de aandacht te worden gevestigd op artikel 129 van dat besluit waarin staat dat het mandaat een einde neemt na een tweede negatieve evaluatie van de mandaathouder. Daarin is dus geen sprake

van beëindiging van het mandaat als de mandaathouder twee keer de vermelding "met voorbehoud" heeft gekregen.

Het is de Raad van State bijgevolg niet duidelijk om welke objectieve reden zulk een verschil in behandeling wordt ingesteld tussen de ambtenaren afkomstig van instellingen van openbaar nut en de ambtenaren van het ministerie.

Toen de gemachtigde van de minister daarover om uitleg is verzocht, heeft hij gezegd dat de ontworpen bepaling op dat punt moest worden herzien.

3. Hoe dan ook is het beter de bepaling als volgt te stellen :

"Art. 9. Het verlof van de ambtenaren wordt ambtshalve beëindigd wanneer het mandaat om één van de volgende redenen tijdens de in artikel 6 bedoelde periode een einde neemt : (voorts zoals in het ontwerp).".

Artikel 10

Volgens deze bepaling wordt de ambtenaar-mandaathouder, ofschoon hij afkomstig is van een instelling van openbaar nut, naar het ministerie overgeheveld, op voorwaarde dat hij bij zijn eerste evaluatie de vermelding "voldoende" heeft gekregen.

De bepaling blijft echter erg vaag omtrent de gevolgen van die overheveling. Wordt de ambtenaar op het ogenblik van die overheveling benoemd in de graad van rang A3 ? Als dat zo is, moet dit worden vermeld.

Wanneer het mandaat wordt beëindigd, zou die overgehevelde ambtenaar bovendien een betrekking van het ministerie worden toegewezen, zelfs als de personeelsformatie niet wordt gewijzigd. Hoe staat het in dat geval met de inachtneming van de taalkaders, aangezien artikel 43, § 3, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, bepaalt dat "voor de graden van rang 13 en hoger en de graden die gelijkwaardig zijn, (...) de betrekkingen, op alle trappen van de hiërarchie, in gelijke percentages (worden) verdeeld tussen de twee kaders" ?

Artikelen 13 en 14

1. Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat de betrekking bij de instelling van openbaar nut die wordt bekleed door de ambtenaar die een mandaat uitoefent bij het ministerie, niet vacant kan worden verklaard als alleen die betrekking onbezet is. Die ambtenaar moet voor de duur van het mandaat vervangen worden door een andere ambtenaar van de betrokken instelling van openbaar nut die dan een hoger ambt uitoefent.

De betrekking van de ambtenaar-mandaathouder wordt eerst dan opengesteld wanneer de betrokkene naar het ministerie wordt overgeheveld.

Door die situatie kan de betrokken instelling van openbaar nut evenwel in de problemen geraken.

De ambtenaar kan immers alleen worden overgeheveld als zijn eerste evaluatie positief is.

Heeft hij bij die eerste evaluatie de vermelding "onvoldoende" gekregen, dan kan hij niet worden overgeheveld en kan zijn betrekking niet vacant worden verklaard.

Artikel 129 van het genoemde besluit van 6 mei 1999 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bepaalt echter het volgende :

> "De evaluatie heeft plaats om de twee jaar, behalve na een negatieve evaluatie. In dat geval heeft een nieuwe evaluatie plaats na zes maanden.
>
> Na een tweede negatieve evaluatie neemt het mandaat een einde.".

Concreet betekent dit dat de betrekking in het beschouwde geval gedurende twee jaar niet vacant kan worden verklaard en dat nog eens zes maanden moet worden gewacht voordat ze wel vacant kan worden verklaard, op voorwaarde evenwel dat de nieuwe evaluatie positief is.

Als betrokkene bij de eerste evaluatie echter de vermelding "met voorbehoud" krijgt, moet opnieuw twee jaar worden gewacht voordat een tweede evaluatie kan plaatsvinden, met als gevolg dat de betrekking die de ambtenaar-mandaathouder bij zijn instelling van openbaar nut bekleedt, vier jaar lang niet vacant kan worden verklaard, wat bijna neerkomt op de volledige duur van het mandaat die vijf jaar beloopt.

De Raad van State vraagt zich derhalve af of dit mechanisme wel verenigbaar is met de goede werking van het overheidsbestuur (6).

Overeenkomstig de uitleg van de gemachtigde van de minister moet artikel 9 van het ontwerp wat de vermelding "met voorbehoud" betreft, worden herzien en verbeterd.

2. In verband met artikel 13, derde lid, heeft de gemachtigde ambtenaar zelf opgemerkt dat het adjectief "vacante" vóór het woord "betrekkingen" moet vervallen, omdat de zin anders een tegenstrijdigheid bevat. Die schrijffout moet dus worden rechtgezet.

Artikel 15

Deze overgangsbepaling heeft tot doel ervoor te zorgen dat mandaten van het ministerie kunnen worden

---

(6) Zie algemene opmerking nr. II.

toegewezen aan ambtenaren van de betrokken instellingen van openbaar nut, zelfs voordat de Regering het besluit heeft uitgevaardigd waarin hun nieuwe administratief statuut en hun nieuwe bezoldigingsregeling worden bepaald.

De Raad van State wijst erop dat die bepaling moeilijkheden kan doen ontstaan doordat op die verschillende ambtenaren verschillende rechtspositionele regelingen van toepassing zijn.

Zo mogen alleen mandaten worden toegewezen als de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een statuut hebben dat gelijkwaardig is aan dat van de ambtenaren van het ministerie.

Bovendien ziet de Raad van State niet in wat de relevantie is van paragraaf 2 van de ontworpen bepaling, gelet op artikel 9, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 16

Dit soort van overgangsbepaling komt ook voor in artikel 414 van het voornoemde besluit van 6 mei 1999 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Toen de afdeling wetgeving van de Raad van State om advies is verzocht over een wijziging van die bepaling, heeft ze beklemtoond dat dient te worden voorkomen dat de aard van overgangsbepaling van artikel 414 van het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 uitgehold wordt.

Een overgangsbepaling wordt immers per definitie vastgesteld wanneer dient te worden voorzien in de overgang van een oude naar een nieuwe regeling, waarbij onder meer het behoud van bepaalde verkregen rechten wordt gewaarborgd.

In de nieuwe rechtspositieregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vormen de brevetten evenwel een essentieel gegeven in de totstandkoming van de bevorderingen, ongeacht of het gaat om een bevordering tot een graad van rang A2 of A3 of tot een graad van de rangen B2, C2, D2 en E2 (7).

De Regering behoort derhalve snel uitvoering te geven aan de artikelen 65 en 72 van het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999.

Deze opmerking geldt in dit geval ook, aangezien het ook hier de bedoeling is mandaten toe te wijzen zonder een brevet in management te eisen.

---

(7) In haar advies 28.129/4 van 8 maart 1999 over het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat het besluit van 6 mei 1999 geworden is, had de afdeling wetgeving van de Raad van State reeds opgemerkt dat het wenselijk is de nadere regels betreffende de toekenning van de brevetten rechtstreeks in het genoemde besluit vast te stellen, veeleer dan verscheiden regelingen aan te nemen.

Ondertekeningsformulier

De afdeling wetgeving wijst er eens te meer op dat krachtens de artikelen 34, § 1, en 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, de gewestelijke staatssecretarissen geen deel uitmaken van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, geen verordeningsbevoegdheid hebben en dus niet gemachtigd zijn de besluiten van die aard mede te ondertekenen.

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN, président du Conseil d'Etat,
de Heren voorzitter van de Raad van State,

P. VANDERNOOT, conseillers d'Etat,
J. JAUMOTTE, staatsraden,

J. van COMPERNOLLE, assesseurs de la section de législation,
B. GLANSDORFF, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame C. GIGOT, greffier,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

C. GIGOT

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebreau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN